

Au moins 23 manifestants tués par des milices

Nuit d'horreur à Bagdad



Des Irakiens exhibant les portraits de manifestants tués sur la place Tahrir, à Bagdad, le 6 décembre 2019. © D.R

Des ONG de défense des droits de l'homme ont accusé des milices d'avoir perpétré un massacre à Bagdad. Elles tiennent responsables les forces de l'ordre qui n'ont pas protégé les manifestants.

Pas moins de 23 manifestants ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi à Bagdad par des milices qui ont tiré indistinctement sur les protestataires rassemblés depuis plusieurs semaines au centre de la capitale. Il s'agit du bilan le plus lourd enregistré à Bagdad depuis le début de la contestation. Tout a commencé quand des hommes armés à bord de pick-up ont débarqué, aux environs de 21h, aux abords d'un grand parking occupé par les protestataires, près de la place Tahrir. "Ils ont tiré plusieurs salves de balles réelles sur les manifestants qui occupaient le parking", d'après un témoin cité par des médias locaux. Le bilan pourrait être beaucoup plus lourd selon lui.

D'autres témoins et des ONG ont décrit une nuit d'horreur. Outre l'utilisation de balles réelles, des attaques au couteau ont été perpétrées par des hommes encagoulés dans le noir le plus total, au gré des coupures d'électricité fréquentes. Selon un communiqué du Comité d'organisation de la révolution, ces attaques seraient l'œuvre de plusieurs milices. "Les manifestants au centre de Bagdad ont été pris pour cibles par des milices contrôlées par le Hezbollah, Khursani et Badr et Al-Asaib à neuf heures du soir", selon le document, diffusé tôt samedi, par le Comité d'organisation de la révolution. Ce dernier précise en outre que ces attaques ont été perpétrées après le retrait des forces de l'ordre, au moment où le courant a été coupé dans tous les quartiers aux abords du parking.

Les rédacteurs du communiqué tiennent responsables les services de sécurité qui selon eux “ont fait exprès de quitter les lieux des rassemblements avant que les milices n’arrivent et commettent leur forfait”. Hier matin, le Haut-Commissaire aux droits de l’homme en Irak a appelé la direction des services de sécurité de Bagdad à assurer la protection des citoyens et à agir conformément aux lois.

Dans un communiqué rendu public, l’organisation onusienne met en garde contre “l’infiltration des manifestations par des groupes armés non identifiés” et appelle les services de sécurités à protéger les manifestants pacifiques. Après cette tuerie, les États-Unis ont annoncé avoir imposé des sanctions sur trois chefs de factions du Hachd pour “violations graves des droits humains et corruption”, ainsi qu’un sulfureux politicien sunnite. Washington a également dénoncé “l’ingérence” iranienne comme une “grave violation de la souveraineté irakienne”.

Alors que les manifestants continuaient hier de sortir en masse, un obus s’est écrasé près de la maison du leader chiite irakien Moqtada Sadr qui soutient les protestataires antigouvernementaux. Les nouveaux décès de vendredi soir portent à plus de 450 le nombre de morts – essentiellement des manifestants – depuis le lancement, début octobre, d’un vaste mouvement spontané de contestation contre le pouvoir. Quelque 20 000 personnes ont également été blessées.

K. B./Agences